Thierry GUILBERT, Pascaline LEFORT, dirs, *Discours et (re)constructions identitaires. Analyses interdisciplinaires*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. Paradoxa, 2017, 218 pages

Nicanor Tatchim

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/16802>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.16802](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.16802)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2018

Pagination : 388-390

ISBN : 978-2-8143-0543-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Nicanor Tatchim, « Thierry GUILBERT, Pascaline LEFORT, dirs, *Discours et (re)constructions identitaires. Analyses interdisciplinaires* », *Questions de communication* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/16802> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.16802>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2022.

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0

Thierry GUILBERT, Pascaline LEFORT, dirs, *Discours et (re)constructions identitaires. Analyses interdisciplinaires*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. Paradoxa,
2017, 218 pages

Nicanor Tatchim

RÉFÉRENCE

Thierry GUILBERT, Pascaline LEFORT, dirs, *Discours et (re)constructions identitaires. Analyses interdisciplinaires*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. Paradoxa, 2017, 218 pages

- 1 Les questions posées par l'identité, en particulier au cours des dernières années, sont majeures et demandent de se libérer du dogmatisme qui les accompagne souvent ; ce que, comme d'autres travaux, notamment en sociologie des sociétés multiculturelles, l'ouvrage dirigé par Thierry Guilbert et Pascaline Lefort tente précisément de faire. Si le travail sociologique d'un auteur comme John Rex (*Ethnicité et citoyenneté. La sociologie des sociétés multiculturelles*, éd. et trad. de l'anglais par C. Bertossi, Paris, Éd. L'Harmattan, 2006) met en lumière les rationalités endogènes qui travaillent la question identitaire dans les sociétés libérales, les contributions qui constituent l'ouvrage se saisissent de la question des identités du point de vue discursif. Disons les choses autrement : l'ouvrage analyse la place du discours dans la (re)construction des identités (individuelles, sociales, professionnelles, politiques, nationales, ethniques, etc.). L'ambition de *Discours et (re)constructions identitaires* est de sortir d'une lecture simpliste de la question identitaire et de saisir celle-ci dans le discours des acteurs. De ce point de vue, l'ouvrage se situe notamment dans la perspective des travaux philosophiques (François Jullien, *Il n'y a pas d'identité culturelle*, Paris, L'Herne, 2016 ; Régis Debray, *Le Nouveau Pouvoir*, Paris, Éd. du Cerf, 2017) et des *postcolonial studies* (voir

par exemple Homi K. Bhabha, *Les Lieux de culture. Une théorie postcoloniale*, Paris, Payot, 2007 ; Achille Mbembé, Felwine Sarr, dirs, *Écrire l'Afrique-Monde*, Paris, P. Rey/Jimsaan, 2017 ; Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Dominique Thomas, dirs, *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à révolution ultranationale*, Paris, Éd. La Découverte, 2016 ; etc.) qui tentent de sortir l'identité de son assignation sociale et territoriale pour l'inscrire dans une dynamique, dans un mouvement continu. Il s'agit de montrer que « l'identité n'est déterminée ni par nos gènes, ni par notre couleur de peau, ni par nos croyances, ni par notre pays de naissance, qu'elle dépasse les clivages simples et simplistes, ou, en d'autres termes, que l'identité n'est pas figée mais vivante, dynamique, en reconstruction permanente » (p. 10).

- 2 Il faut dire que la crise migratoire qui menace depuis quelques années de faire s'effondrer l'Europe a non seulement révélé la fragilité et le paradoxe des démocraties libérales, mais a aussi donné lieu à une essentialisation du discours politico-médiatique. La singularité de l'ouvrage est de sortir de cette construction politico-médiatique de l'identitaire et « d'analyser comment des individus, des groupes sociaux ou des institutions proclament, utilisent, reconfigurent leurs différentes identités » (p. 11). Car, au-delà d'un acte socialement inscrit, le discours est un moyen de « production de soi et de l'autre » (p. 11). C'est dans cette perspective que s'inscrivent les contributions. L'approche critique adoptée par les auteurs permet de traiter des identités et non de l'identité. D'où la notion de « point de vue » mobilisée pour appréhender celle d'identité.
- 3 Les 13 contributions sont regroupées en trois parties. La première, « Identités politiques et discours collectifs », interroge la manière dont « les discours visant une communauté ou un collectif construisent ou tente de construire les identités politiques individuelle, villageoise, nationale » (p. 13). Francis Luong l'ouvre avec un article intitulé « Le libéralisme identitaire ou l'impossible renationalisation de l'identité citoyenne » (pp. 19-30). Il part de la remise en cause des politiques multiculturelles en Europe, conséquence de l'afflux et l'intégration des migrants, pour mettre en lumière le « paradoxe de l'universalisme » dont parle Christian Joppke (*Citizenship and Immigration*, Cambridge, Polity Press, 2010). L'idéologie multiculturaliste et la citoyenneté multiculturelle portées par les démocraties libérales, en particulier au cours du xx^e siècle, cèdent place depuis quelques années à des politiques et discours de renationalisation de l'identité citoyenne. Ainsi, « entre 2002 et 2008, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas ainsi que le Royaume-Uni ont introduit des tests de langue et d'intégration en tant que condition d'obtention de la citoyenneté » (p. 20). Ces politiques s'accompagnent de processus et discours de « culturalisation des lois sur l'immigration » (p. 20). L'auteur identifie trois principaux objectifs des programmes et tests d'intégration : la promotion de la cohésion sociale, la préservation de la sécurité nationale et la préservation des systèmes de protection sociale (p. 21). Il observe aussi une redéfinition, ou plutôt une mutation du libéralisme. Du libéralisme tolérant porté par l'idéologie multiculturelle, on est passé à un libéralisme qui « prescrit un mode de vie commun [...] séparant les populations libérales des groupes culturels jugés antilibéraux » (p. 26). Une analyse des tests de citoyenneté et d'intégration permet à l'auteur de noter que cette politique en faveur d'un libéralisme identitaire « n'est rien d'autre qu'un dispositif visant à exclure un groupe spécifique ; celui des musulmans » (p. 27). Francis Luong explique que, contrairement au multiculturalisme, cette forme de libéralisme « considère

l'intégration de migrants comme une tâche faisant partie d'une plus large campagne de préservation de la civilisation occidentale face aux menaces antilibérales, en particulier celles émanant de l'"islam fondamentaliste". Faisant écho à d'anciennes tendances du libéralisme qui établissaient, dans une perspective colonialiste, la supériorité des modes de vie ainsi que des peuples européens » (p. 28).

- 4 Dans une contribution intitulée « Comment ne pas exprimer une identité collective. L'exemple d'Europe Écologie-Les Verts » (pp. 31-44), Guillaume Coton identifie quelques instruments pour dire l'identité de groupe. Parmi ceux-ci, la promotion d'une mémoire commune : « Dire *qui on est* c'est aussi dire *d'où on vient* » (p. 36). Il note aussi la célébration du groupe lors des cérémonies. En effet, à côté des commémorations « dont l'une des fonctions identitaires est de donner l'image du consensus » (p. 38), il y a les cérémonies de remise des cartes de membre. Celles-ci marquent l'importance de l'entrée dans le groupe. Enfin, l'auteur note les formations comme moyen de mettre en scène l'image de soi. Ainsi les mécanismes de formation internes permettent-ils de renseigner les membres du groupe sur l'identité collective. Les programmes de formation « indiquent comment le groupe se représente, et comment sont définis le savoir-faire et le savoir-être d'un militant pleinement converti à l'identité commune » (p. 39). Toujours dans la première partie du livre, la contribution de Raphaëlle Galmisch (pp. 45-55) appréhende « le *storytelling* comme cercle de narration à la genèse de la réalisation et transmission identitaire » (p. 45) alors que celle de Carolina A. Alves (pp. 57-66) montre comment, à partir des récits oraux, les identités individuelles participent de la construction d'une identité de groupe. Par exemple, dans un petit village brésilien, raconter des histoires permet de sauver l'identité collective par la transformation du village en patrimoine et, par conséquent, de le protéger de la destruction dans le cadre d'un projet de construction d'un barrage (pp. 61-62).
- 5 « Identités linguistiques et professionnelles, des discours en opposition », tel est l'intitulé de la deuxième partie du livre. Elle met en lumière à la fois les formes de construction identitaire (notamment linguistique et culturelle) lorsqu'on se trouve dans une situation d'hybridité culturelle et la manière dont, en fonction des enjeux, une forme identitaire (par exemple professionnelle) peut être privilégiée dans la catégorisation de son groupe social. Nuria Garcia (pp. 81-91) met en évidence la (non-)reconnaissance des identités multilingues dans les politiques d'enseignement des langues en France et en Allemagne. Cette politique conduit à une situation d'inégalité dans les langues des apprenants et à la hiérarchie dans les identités culturelles. Autrement dit, l'auteure montre que, aussi bien en Allemagne qu'en France, « l'auto-perception de la société comme monolingue empêche la reconnaissance des identités multilingues par les décideurs politiques et l'action publique » (p. 83). Les langues dites « d'immigration » ne sont pas considérées « comme une contribution positive à la diversité linguistique des deux sociétés mais plutôt construites comme un problème » (p. 86). D'où un multilinguisme monolingue, c'est-à-dire une situation de coexistence entre plurilinguisme au niveau social et local et monolinguisme au niveau national et officiel, ce que Nuria Garcia nomme le « multilinguisme théorique » (p. 87). L'approche comparative permet de relever les variations dans la structuration du discours autour de la reconnaissance des identités multilingues dans les deux pays. Ces dernières sont liées aux modèles de gouvernance étatique. Le jacobinisme français interdit toute politique multiculturelle en raison de l'intégration nationale et au nom de l'inexistence

de groupes spécifiques. En Allemagne, on observe une forme de reconnaissance de droit spécifique à l'enseignement des langues d'immigration.

- 6 L'analyse des « formes de reconstruction identitaire suite à une expérience traumatisante » est l'objet de la troisième partie. Par exemple, à partir du cas du Musée de la mémoire du Chili, Malena Bastías éclaire la construction discursive et la transmission de la mémoire officielle sur la dictature militaire. En d'autres termes, l'auteure interroge les enjeux de la constitution d'un discours muséal par l'État chilien autour de la mémoire collective sur la période de la dictature (1973-1990). Elle rend compte du processus par lequel les pouvoirs publics ont abouti à cette politique de la mémoire publique. Ici, le musée est un instrument politique, discursif et sociétal. Ce qui s'y expose « acquiert un rôle central dans la configuration culturelle de la société. Le musée propose une lecture : parce qu'il légitime, il devient un appareil privilégié de production de sens ; il distingue, sélectionne, certifie et expose un ensemble de biens mis à la disposition du public pour son appropriation symbolique » (p. 154). Les autorités politiques et publiques « font du trauma un patrimoine » (p. 156). Dans cette construction patrimoniale, ce que Jean Davallon (*Le Don du patrimoine. Une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Paris, Hermes Science, 2006) nomme la « patrimonialisation », la manière avec laquelle le pays a surmonté l'épreuve du traumatisme constitue l'identité nationale. Malena Bastías conclue que le Musée de la mémoire du Chili « expose un discours de consensus mettant l'accent sur une identité nationale qui reconnaît et refuse les violations de droits de l'Homme, mais se referme à la production de réflexions plus critiques sur les causes, les responsabilités [...]. Il devient une synthèse de la façon dont l'État établit un rapport avec le passé pour renforcer l'identité nationale [...]. Il s'agit finalement de l'inscription du trauma et de la résistance dans le patrimoine collectif. Une inscription réalisée par la mise en place d'un discours unificateur, où l'horreur peut paradoxalement tenir un rôle positif dans le présent » (p. 158). Les autres contributions de cette partie s'inscrivent dans la même perspective. Catherine Ruchon (pp. 133-148) aborde l'identité par le prisme de la nomination. Son chapitre sur l'identité numérique des parents endeuillés montre que, dans la pratique de deuil, les pseudonymes apparaissent comme des identités n'apparaissant qu'à l'occasion, par exemple de la mort d'un enfant (p. 133).
- 7 En définitive, l'ouvrage dirigé par Thierry Guilbert et Pascaline Lefort présente une pluralité d'approches de la notion d'identité. L'approche interdisciplinaire (science politique, sociologie, sciences de l'information et de la communication, droit, sciences du langage, psychologie) permet de découvrir une diversité de méthodes d'analyse. En dehors, l'ouvrage s'inscrit dans la perspective plus globale des travaux sur le discours et la (re)construction des identités. Nous pensons par exemple au livre coordonné par Denise Deshaies et Diane Vincent sous le titre *Discours et constructions identitaires* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2004) ou celui dirigé par Carmel Camilleri, Joseph Kastarsztein, Edmond-Marc Lipiansky, Hanna Malewska-Peyre, Isabelle Taboada-Leonetti et Ana Vasquez-Bronfman, *Stratégies identitaires* (Paris, Presses universitaires de France, 1990), qui montrent notamment le fait que l'identité est généralement fonction d'enjeux, de contexte ou de circonstance.

AUTEURS

NICANOR TATCHIM

Céditec, université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, F-94010

nicanor.tatchim[at]gmail.com